

Le chef de la force Turquoise déployée au Rwanda en 1994 a dû défendre devant un juge en janvier son rôle et celui de l'armée française lors du génocide des Tutsi.

Le général Jean-Claude Lafourcade a été entendu par le juge Claude Choquet les 12 et 14 janvier sous le statut de témoin assisté, intermédiaire entre simple témoin et mis en examen, a appris dimanche l'AFP de sources proches du dossier.

Avec notamment une question: l'armée française a-t-elle sciemment abandonné aux génocidaires hutu des centaines de Tutsi dans les collines de Bisesero, dans l'ouest du Rwanda, du 27 au 30 juin 1994?

C'est l'avis de rescapés, de la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH) et de l'association Survie, qui ont demandé fin novembre la mise en examen pour complicité de génocide de deux officiers, Jacques Rosier et Marin Gillier. Ils affirment que les militaires français ont promis aux Tutsi de Bisesero de les secourir le 27 pour ne le faire que trois jours plus tard, trois jours au cours desquels des centaines d'entre eux ont été pourchassés et massacrés.

Mais ils s'interrogent aussi sur la responsabilité de leur supérieur, le général Lafourcade, patron de Turquoise déployée à partir du 22 juin, alors que le génocide est en cours depuis deux mois et demi, avec pour mission de l'ONU de mettre fin aux massacres, "éventuellement en utilisant la force".

Le génocide a fait 800.000 morts, essentiellement parmi les Tutsi. La France a été vivement critiquée, notamment par le président Paul Kagame, à l'époque chef des rebelles tutsi du Front patriotique rwandais (FPR), en lutte contre les Forces armées rwandaises (FAR) du pouvoir hutu et bénéficiant d'un soutien ancien de Paris.

"La difficulté que nous avons eue en arrivant au Rwanda était de faire comprendre aux FAR que nous ne venions pas les aider", a expliqué le général Lafourcade au juge. Elles "nous ont accueillis en sauveurs dès que nous sommes arrivés" puisque la France avait "techniquement coopéré avec eux contre les attaques du FPR pendant des années".

- "Sous-estimation générale" -

Ses officiers étaient parfois "émus du fait que leurs amis d'autrefois allaient être vaincus". Mais, insiste-t-il, ils ont exécuté "de manière implacable" et "sans faillir" leur mission, sans aider les FAR.

"Je le rappelle ici, aucune munition ni aucune cartouche n'a été donnée par la force Turquoise" aux forces hutu, a-t-il affirmé. Et "là où il y a eu les soldats français, il n'y a eu aucun massacre ni aucune exaction".

Selon lui, "il a fallu un certain temps pour comprendre la réalité du génocide en constatant (...) la présence des charniers, des villages brûlés". Il y a eu "une sous-estimation générale, française et internationale, sur l'implication des autorités civiles et administratives dans le génocide".

Dans ce contexte, il conteste avoir failli à Bisesero. Comment interpréter ce "point de situation" écrit de sa main où il évoque des affrontements à Bisesero et privilégie l'hypothèse de Tutsi "ayant fui les massacres d'avril et cherchant à se défendre sur place"? Parmi les attitudes alors envisagées avant "une reconnaissance plus précise": "ne rien faire et laisser se perpétrer des massacres dans notre dos".

Lafourcade invoque le "caractère subjectif et personnel de cet écrit".

Pourquoi ne pas monter une mission de reconnaissance immédiate pour en avoir le coeur net? Le général argue de la faiblesse des effectifs, "120 ou 130 hommes en tout". Avec une priorité fixée à Paris "suite à l'intervention de pays européens et du Vatican": "l'évacuation des soeurs de Kibuye", dans l'ouest du Rwanda.

Refusant d'"engager inconsidérément des patrouilles à l'intérieur du Rwanda" pour éviter la mort de soldats et un traumatisme tel que celui vécu par les Américains en Somalie, il se rappelle avoir "attendu de disposer des moyens nécessaires en poursuivant les reconnaissances, ce qui a pris deux jours de plus". "Je ne peux que regretter la mort des Tutsi qui a pu intervenir pendant ces deux jours", poursuit le général. Et de relever: "Nous étions bien seuls".

Selon son avocat Pierre-Olivier Lambert, sollicité par l'AFP, le général est "très satisfait d'avoir pu enfin apporter son témoignage (...) ainsi qu'il le demandait depuis de nombreuses années".